

Voisins, parpaings et salle de bain

Quelle échelle optimale de production de la ville pour les politiques de rénovation urbaine ?

Solène GAUDIN¹

¹ Université de Rennes II - 2, Place du Recteur Henri Le Moal - 35043 Rennes Cedex
UMR ESO 6590 (CNRS) - Maison de la Recherche en Sciences Sociales - Place du Recteur Henri Le Moal - 35043 Rennes Cedex
solenegaudin@wanadoo.fr

Mots clés : rénovation urbaine, relogement, pratiques spatiales, parcours résidentiels, dynamique urbaine.

Qu'il semble loin le temps où il faisait si bon mal vivre ! J. Fourastié (1979) et C. Pétonnet (1982) ont bien su décrire le paradoxe apparent des habitants qui, vivant modestement, éprouvaient une forme de nostalgie pour leur condition de vie antérieure face au confort que leur apportait un relogement public. Les discours des pouvoirs publics initiateurs de ces politiques mettent l'accent sur les concepts d'équité territoriale, de justice et de promotion sociale associée à une forme de modernité. Dès lors, comment aller à l'encontre de ces orientations sans risquer de tomber dans un misonéisme stérile, voire anti-social. Les opérations de rénovation urbaine visent à revaloriser un territoire en assurant une certaine équité territoriale et l'harmonisation des potentialités de et dans l'espace urbain. Dans le cas des quartiers d'habitat populaire et plus particulièrement du logement social la question de l'habiter est d'autant plus remarquable qu'elle s'insère dans un jeu de contraintes sociale, économique et politique explicites. Les logements sont pensés et organisés selon des schémas normatifs qui intègrent une vision du cadre conditionnant la vie et sont générateurs de ce qu'E. Maurin (2004) a qualifié de compartiments sociaux résidentiels. La rénovation urbaine bouleverse ces découpages notamment au travers des opérations de démolition-reconstructions. Il s'agit d'une transformation d'autant plus radicale qu'elle remet en cause les fondements de la genèse territoriale avec un objectif aussi implicite qu'affiché d'optimisation sociale et spatiale du territoire. Il doit être l'occasion, selon l'expression de H. Jaquot (1992), « de corriger ce qui est considéré aujourd'hui comme des erreurs du passé et de faire face à des problèmes nouveaux ».

Les stratégies de relogement qui accompagnent ces opérations sont révélatrices de ce que l'on pourrait qualifier d'un paradoxe de « l'optimisation destructrice ». La mobilité résidentielle accrue de ces dernières décennies génère une multitude d'opportunités comme de contraintes à la fois sociales et spatiales et place les individus et les groupes dans des situations d'arrachement, de dé-localisation répétées. Dans le même temps, l'espace de vie des habitants ne s'ancre plus systématiquement dans un territoire, mais prend de plus en plus la forme d'un réseau de lieux. Quel sens peut recouvrir la notion d'optimisation de l'espace urbain à travers les opérations de rénovation lorsque la satisfaction des personnes résidant dans le quartier apparaît fortement correspondre à

l'accessibilité non pas de l'agglomération dans sa globalité, mais de la continuité de la pratique de lieux quotidiens et référents ? Au-delà du traumatisme potentiel que peut générer la démolition, cette action participe d'un projet territorial et d'une idéologie où, les pouvoirs publics ayant assumé leur part de responsabilité à travers ces opérations, chaque individu devient responsable de son intégration dans le quartier et dans la ville (Bacqué M.H. & al. 2005).

Entre voisins, parpaings et salle de bain, se pose le choix de l'échelle optimale de production de la ville capable de concilier les objectifs d'optimisation spatiale des discours des décideurs avec le souhait de maîtrise des lieux exprimé par les habitants. Les voisinages, la sociabilité au sein d'un quartier sont des éléments déterminants de l'inscription spatiale des populations dans leur environnement de proximité. Ils relèvent d'une forme d'optimisation en tant que facteurs de maximisation des interactions sociales. La politique mise en œuvre par les responsables et motivée par le souhait de fondre ces quartiers dans une « normalité » urbaine incite les habitants à adopter des pratiques qui leur sont propres afin d'investir les lieux : *l'optimum* normatif répond-il à la satisfaction sociétale ; les attentes des populations en matière de contrôle de leur environnement et de leurs trajectoires résidentielles vont-elles dans le sens d'une rationalisation ou d'un *optimum* des agencements de l'espace urbain ?

Nous pourrions résumer qu'il s'agit d'une dialectique entre la ville rêvée – celle des décideurs – et la ville appropriée – celle des habitants.

Références bibliographiques

Bacqué M.H. & al. 2005 - « Ville libérale, ville libérée ? La ville monde, La Découverte », *Revue Mouvements, Sociétés, politique, culture*, n°39/40, mai-août 2005, p. 5-131.

Fourastié J. 1979 - *Les trente glorieuses ou la révolution invisible*, Fayard, Paris, 299 p.

Jaquot H. 1992 - « D'un urbanisme de séparation à un urbanisme de mixité », *Droit et ville*, n°34, p. 87-103.

Maurin E. 2004 - *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, coll. La république des idées, Seuil, Turriers, 94 p.

Pétonnet C. 1982 - *Espaces habités. Ethnologie des Banlieues*, Galilée, Paris, 277 p.